

L'avenir sera-t-il vraiment métropolitain ?

Point de vue. Par Jean Ollivro, géographe, enseignant-chercheur à l'université de Rennes 2.



Jean Ollivro.

Jérôme Fouquet

Les métropoles, « locomotives » des territoires. « L'avenir sera métropolitain. » On est tous bombardé de ces auto-prophéties et de ces slogans qui martèlent à l'unisson que l'essor du pays repose sur le développement de grandes métropoles.

Si vous osez émettre un doute sur ces certitudes, vous passez définitivement pour une personne rétrograde, pour tout dire un rabat-joie. Vous n'avez pas compris que l'avenir était à la « concentration raisonnée », qu'il fallait avoir « la taille critique », ou que la modernité univoque se situait dans les pôles « d'échanges », espaces où, en réalité, les gens ne font que se croiser.

À y regarder de plus près, des signaux faibles apparaissent pour interroger cette concentration effectivement « critique ». Tout d'abord, les points négatifs des métropoles ne sont plus contestés par personne. Malgré les politiques de mixité sociale, elles suscitent par automatisme l'exclusion des plus pauvres en lointaine couronne. Le revenu

moyen des ménages est divisé par trois lorsqu'on se situe dans les communes à 30 kilomètres du centre. Du coup, ce sont les plus pauvres qui sont condamnés aux déplacements lointains, à des navettes onéreuses et de plus en plus laborieuses.

La géographie électorale a clairement exprimé ce ras-le-bol des gens qui dépendent du centre, mais ne peuvent pas y résider. Les encombrements et le temps perdu ne cessent de croître à l'entrée des villes ou sur les rocades.

Une concentration à marche forcée

Le modèle métropolitain fonctionne plus ou moins dans la commune centre (le métro, le tramway...) mais n'est nullement extensible, pour de simples raisons de coût. Il conduit à multiplier les habitats collectifs dans le centre alors que 94 % des gens aimeraient habiter une maison individuelle (sondage Sofres) ; on sait aujourd'hui, avec des petites maisons serrées, combiner cette appétence à de fortes densités.

De fait, la modernité de demain est-elle là où les décideurs la placent ? On constate que l'immense majorité de ces personnes fêues d'habitat collectif vivent elles-mêmes dans

le centre, souvent les proches faubourgs, et dans des maisons individuelles disposant d'un jardin. Faut-il faire le bonheur des gens malgré eux ? Pourquoi poursuit-on à marche forcée la concentration des richesses dans les métropoles (la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, le fléchage actuel des investissements) alors que les comportements évoluent ?

De plus en plus de jeunes aspirent à moins de pollution, à un foncier plus accessible, veulent plus de liens à la nature, un jardin, vivront sans doute avec le déploiement de la fibre différemment (le projet Mégalis). N'est-on pas en train de casser l'équilibre urbain au moment précis où celui-ci s'avère avant-gardiste ?

Les Suisses ont mis deux ans et demi à s'entendre. Toutefois, en constatant des pathologies urbaines insolubles, ils sont parvenus à contrer les égoïsmes urbains en dissociant clairement le qualitatif (il faut des espaces centraux bien équipés) du quantitatif. Pour lors, une région comme la Bretagne dispose d'un équilibre urbain moderne, très certainement pionnier.

Au moment où la modernité s'inverse, on est en train de l'attaquer alors qu'il limite l'exclusion par la mobilité, favorise une équité foncière, d'accès et de services. Au détriment de tous, les égoïsmes urbains d'une minorité peuvent aujourd'hui faire voler cette organisation en éclats.